

Côté initiatives ...

Retour sur le 70^{ème} anniversaire des Fusillés de Châteaubriant

7 000 ! C'est le nombre de personnes à avoir rendu hommage, le dimanche 23 octobre 2011, à Châteaubriant, à tous les résistants, internés, déportés et fusillés. Pour Isabelle MAZELIN, professeur d'histoire-géographie, ce devoir de mémoire est d'autant plus nécessaire, à l'heure où la réforme du lycée, avec la suppression de l'histoire-géographie en terminale S, désorganise profondément l'enseignement de cette matière.



La délégation des Brestois-e-s qui ont fait le déplacement en car

En effet, désormais, les élèves de première - cela concerne les filières S mais aussi L et ES, l'histoire-géo faisant partie des matières enseignées en « tronc commun » à tous les élèves de première - se retrouvent à devoir ingurgiter en une année scolaire, soit 60 heures, la période de 1850 à nos jours qui se faisait



auparavant sur deux ans. Cet abandon de l'approche chronologique au profit de cinq grands thèmes conduit à laisser de côté des pans entiers de l'histoire. Une approche thématique qui ne correspond pas aux besoins des lycéens de 16 - 17 ans qui ne maîtrisent pas toutes les notions de base et qui va accentuer les inégalités scolaires.

l'Agent Orange

Le 15 novembre dernier, à l'initiative du comité local brestois de soutien pour le village de l'amitié Van Canh, au Vietnam, une conférence sur « les ravages de l'Agent Orange (dioxine) au Vietnam » était organisée, avec la participation de **Georges DOUSSIN** (ci-dessus aux côtés de Jacqueline Here), Président d'honneur de l'ARAC et cofondateur du Village de l'Amitié de Van-Canh et **André BOUNY**, auteur du livre « Agent Orange, Apocalypse Viêt Nam ». Une soirée-débat particulièrement explicite sur cet écocide et drame humain provoqués par l'épandage de ce défoliant de 1961 à 1971 sur le sud-Vietnam.



Billet d'Humeur !

Agrément de la CNL : une légitime reconnaissance mais la vigilance reste de mise !

« Après avoir décidé de ne pas renouveler, pour les 5 ans à venir, l'agrément consommation de la CNL, le Ministère de la Consommation vient de faire marche arrière, par arrêté en date du 28 novembre ! La CNL retrouve ainsi toute sa place dans le mouvement social.

Cela n'a pas été sans mal ! Après 18 mois de tracasseries administratives, le soutien d'associations et de syndicats dont la CGT, les interventions de parlementaires et d'élus locaux, et une certaine couverture médiatique, ont permis à la CNL d'être réintégrée dans ses droits.

Ce qui lui permettra, entre autres, d'ester de nouveau en justice pour



Yannick LOUBOUTIN
Président de la CNL Finistère

défendre les locataires et accédants à la propriété, tant au niveau national que local.

Il reste néanmoins en suspens la question de sa subvention 2011 pour continuer d'œuvrer à la défense des consommateurs. En effet, le versement de la subvention d'Etat de 270 000 euros, est toujours en souffrance.

La CNL demande que cette question soit examinée et réglée dans un délai raisonnable car cela représente des moyens financiers indispensables à son fonctionnement et à ses missions sociales.

La CNL est donc aujourd'hui légitimement reconnue, mais la mobilisation continue ! »

Brèves

Les aides européennes alimentaires



Le Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) sera finalement prolongé durant 2 ans. Le 14 novembre dernier, les pays de l'Union Européenne ont renoncé à diviser par quatre le financement de l'aide alimentaire dont bénéficient 13 millions de personnes pour survivre cet hiver. La forte mobilisation des associations caritatives, notamment en France, pour dénoncer cette réduction insupportable en cette période où l'austérité budgétaire accroît de façon inquiétante le nombre de pauvres, a payé !

Toutefois, la solution trouvée n'en demeure pas moins précaire, surtout après les dires de la ministre allemande de l'agriculture : « Il faut que ce soit très clair : à partir du 1^{er} janvier 2014, il n'y aura pas de politique sociale à l'échelle européenne ». La vigilance reste donc de mise et la poursuite de la mobilisation est nécessaire pour qu'une solution pérenne soit rapidement trouvée.

Abonnement

ECHANGES & INITIATIVES :
Abonnez-vous !

Journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom :

Adresse :

Bulletin à retourner à : Elus communistes du Pays de Brest
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :
Groupe des Elus Communistes
du Pays de Brest
22 bis rue Bruat - 29200 BREST
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr
Directeur de la Publication :
Maxime PAUL
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2
Périodicité : journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 €
Abonnement : 3,00 €

NOVEMBRE / DECEMBRE 2011

Numéro 70



Venue de Jean-Luc Mélenchon à Brest le 25 novembre - Fête de l'Huma Bretagne le 27 novembre

Photos : Rémy Blang

Sommaire

Page 1 :

- Photos : Jean-Luc MELENCHON à Brest, Fête de l'Huma Bretagne
- Edito : Isabelle MAZELIN

Pages 2 - 3 :

- Carnet de Campagne ...
- Dossier : la réparation navale civile
- Info : plan de rigueur et logement social
- L'interview : Yvon VELLY

Page 4 :

- Côté initiatives ...
- Billet d'Humeur : Yannick LOUBOUTIN
- Brèves : les aides européennes alimentaires

Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest

N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X

Dispensé de timbrage

BREST CTC

Echanges & Initiatives

22 bis rue Bruat
29200 - BREST

P
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

DEPOSÉE LE 8/12/2011

Edito

Isabelle MAZELIN



Adjointe au Maire du Relecq - Kerhuon
chargée de la culture

Conseillère
communautaire

Trois ans après avoir menti aux Français en leur promettant pêle-mêle, la moralisation du capitalisme, la fin des paradis fiscaux et de la spéculation, Nicolas Sarkozy recommence, cette fois-ci, en jouant sur les peurs, les sous-entendus : c'est lui ou le chaos ...

Sur le fond, rien de neuf. Il promet des larmes aux Français : la fin des 35 heures, de la retraite à 60 ans, la diminution des effectifs des services publics. Mais les patrons, eux, peuvent se rassurer : leurs exonérations de charges sont maintenues. L'austérité et sa règle d'or budgétaire demeurent comme boussoles quand tout indique qu'elles sont le problème de la crise actuelle.

Pour le prochain candidat de l'UMP à la Présidentielle, diminuer la dette, c'est diminuer la pression des marchés financiers, sauf que la vérité oblige de constater que c'est tout le contraire. Les marchés ont désormais conscience de leurs pouvoirs

exorbitants sur les Etats européens et en veulent encore plus ! C'est un véritable permis de spéculer que leur octroie le chef de l'Etat.

Une des solutions à la disposition des Européens est de reprendre le contrôle de la Banque Centrale Européenne, mais cela le Président de la République se l'interdit. En se rangeant derrière l'ultra-libérale Angela Merkel, on devine déjà de quoi sera fait la refondation européenne promise : un traité européen sur mesure pour les banques et les marchés financiers.

L'année 2012 sera donc décisive. Beaucoup doutent de la possibilité d'un changement politique concret pour la vie quotidienne. Nous, nous pensons que c'est possible. Avec le Front de Gauche, le Parti communiste et ses élu-e-s agissent pour rendre la parole au peuple, lui redonner l'espace et le pouvoir de construire le projet collectif qui répondra à ses attentes.

